

M & A - Mesure et Aménagement
Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 622.45 Euros
Siège Social : EPERSY (Savoie)
RCS CHAMBERY B 405 308 503

TRIBUNAL de COMMERCE
de CHAMBERY

DÉPÔT du 28 JUIN 2004

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} AVRIL 2004**

N° 204-1624 Le Greffier,

(19963247)

L'an deux mille quatre, et le 1^{er} Avril 2004 à dix-huit heures, les associés de la Société à Responsabilité Limitée « M & A - Mesures et Aménagement » se sont réunis au siège social, en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

- Monsieur Michel BOISSENOT, propriétaire de
cent soixante sept parts, ci 167

- Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN, propriétaire de
cent soixante sept parts, ci 167

- Monsieur Frédéric GAIMARD, propriétaire de
cent soixante six parts, ci 166

Total des parts présentes : cinq cents parts, ci 500

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée générale peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Madame Véronique GAIMARD préside la séance en qualité de Gérant.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la copie des lettres de convocation des associés;
- le texte des résolutions proposées;
- le rapport du Gérant.

Ces mêmes documents ont été tenus au siège social à la disposition des associés qui ont pu en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée donne acte au Président de ces déclarations.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Agrément de nouveaux associés,
- Modification des statuts suite à la réalisation de la cession de parts sociales,
- Démission d'un co-gérant,
- Modification corrélative des statuts,
- Modification du siège social,
- Modification corrélative des statuts,
- Modification de la dénomination sociale,
- Modification corrélative des statuts,
- Modification de l'objet social,

TB 2 19.

- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoir à donner en vue des formalités.

La Présidente donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, la Présidente met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer en qualité de nouveaux associés, conformément à la loi et à l'article 13 des statuts :

- Monsieur Christophe BARDET, demeurant au 15 Rue Jean-Pierre VEYRAT – 73000 CHAMBERY.
- Monsieur Guy DYEN, demeurant LES PILLOUDS- 73310 CHINDRIEUX.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des cessions de parts intervenues entre :

1°) Monsieur Michel BOISSENOT,
Demeurant le Villaret sur la Rosière, 73700 BOURG SAINT MAURICE (Savoie).

Et :

Monsieur Christophe BARDET,
Demeurant au 15 Rue Jean-Pierre VEYRAT – 73000 CHAMBERY (Savoie).

2°) Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN,
Demeurant La Thuile de Vulmix, 73700 BOURG SAINT MAURICE (Savoie).

Et

Monsieur Guy DYEN,
Demeurant Les Pillouds, 73310 CHINDRIEUX. (Savoie).

3°) Monsieur Frédéric GAIMARD,
Demeurant à EPERSY 73410 (Savoie).

Et

Monsieur Christophe BARDET,
Demeurant au 15 Rue Jean-Pierre VEYRAT – 73000 CHAMBERY (Savoie).

4°) Monsieur Frédéric GAIMARD,
Demeurant à EPERSY 73410 (Savoie).

Et

Monsieur Guy DYEN,

Demeurant Les Pillouds, 73310 CHINDRIEUX (Savoie).

aux termes de différents actes en date du 1^{er} Avril 2004, décide de modifier comme suit l'article n° 7 des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

« Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept mille six cent vingt deux Euros et quarante cinq centimes (7 622.45 €), et divisé en cinq cents parts de quinze Euros et vingt quatre centimes (15.24 €) chacune, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en fonction de leurs apports, à savoir :

Monsieur Michel BOISSENOT, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 1 à 100,
Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 168 à 267,
Monsieur Frédéric GAIMARD, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 335 à 434,
Monsieur Christophe BARDET, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 101 à 167 et de 435 à 467,
Monsieur Guy DYEN, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 268 à 334 et de 468 à 500.

Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit cinq cents parts sociales (500). »

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Opposabilité - Dispense de signification

Madame Véronique GAIMARD en sa qualité de Gérante de la société « M & A - Mesures et Aménagement » et partie aux présentes, déclare donner toute dispense de signification nécessaire, considérant les cessions comme valablement signifiées à la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale prend acte de la démission de gérante de Madame Véronique GAIMARD intervenue ce jour.

En remplacement de Madame Véronique GAIMARD, gérante démissionnaire, l'assemblée générale décide de nommer en qualité de gérant de la société, Monsieur Christophe BARDET pour une durée indéterminée.

Le gérant exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Cette résolution mise au voix est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 17 des statuts :

« Article 17 – GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisi par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le gérant de la société nommé par décision extraordinaire des associés pour une durée indéterminée est Monsieur Christophe BARDET. »

TB 5 18

Le reste de l'article restant sans changement.

Cette résolution mise au voix est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société et de le passer de EPERSY – 73410 « Les Dagands », à l'Immeuble l'Axiome, 44 Rue Charles MONTREUIL – 73000 CHAMBERY.

Cette résolution mise au voix est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 4 des statuts :

« Article 4 - SIEGE SOCIAL

« Le siège social est fixé à l'Immeuble l'Axiome, 44 Rue Charles MONTREUIL – 73300 CHAMBERY »

Le reste de l'article restant inchangé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, de modifier la dénomination sociale qui, à compter de ce jour, devient :

« A & F – Aménagement et Foncier »

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article n°3 des statuts :

« Article 3 – DENOMINATION

La société prend le nom de : « A & F – Aménagement et Foncier ».

La reste de l'article est inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'étendre, à compter de ce jour, l'objet social aux activités suivantes :

Toute opération foncière et étude d'aménagement.

Le reste de l'article restant inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

ONZIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article n°2 des statuts :

« Article 2 – OBJET

La société a pour objet :

Toute opération foncière et étude d'aménagement : conception et réalisation de projets et travaux qui s'y rattachent.

La participation de la Société , par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CLOTURE

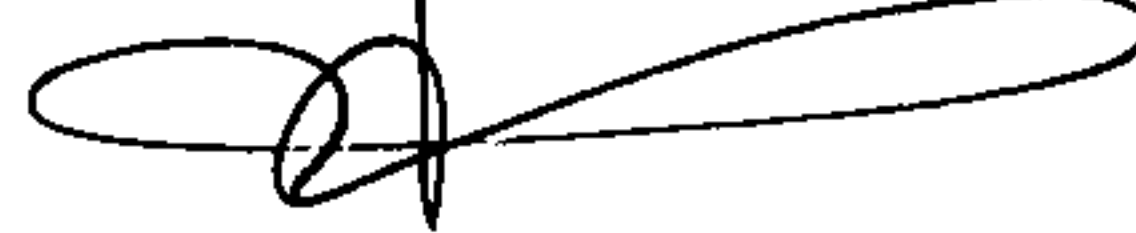
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 19 heures 30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Gérant et les associés présents.

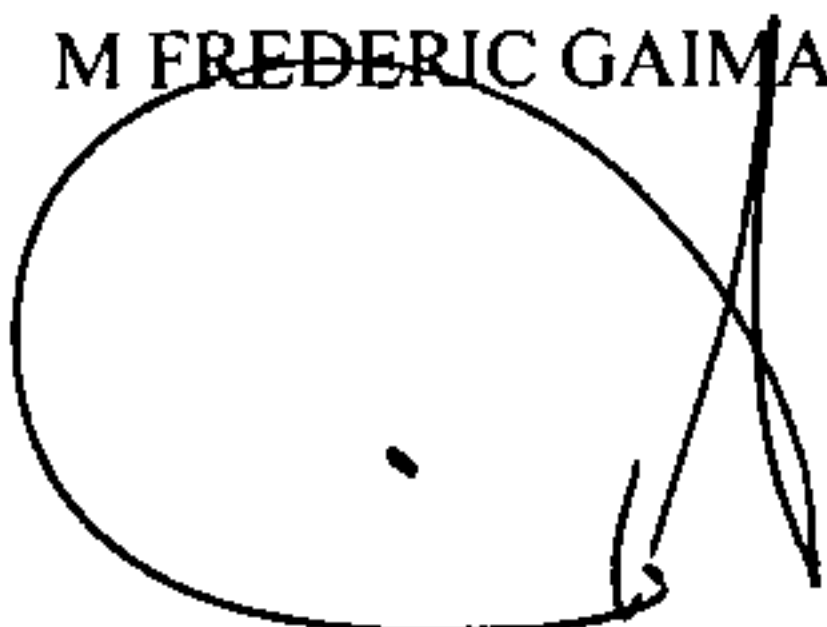
M MICHEL BOISSENOT



M JEAN-PHILIPPE FLEURANTIN



M FREDERIC GAIMARD



MME VERONIQUE GAIMARD



**TRIBUNAL de COMMERCE
de CHAMBERY**

**DÉPÔT
du 28 JUIN 2004**

N° _____ Le Greffier,



**A & F – Aménagement et Foncier
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 7 622.45 Euros
Siège Social : l'Immeuble l'Axiome,
44 Rue Charles MONTREUIL – 73000 CHAMBERY.(Savoie)
RCS CHAMBERY 405 308 503**

**Statuts mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} Avril 2004 autorisant
la modification :**

- De l'objet social ;
- De la dénomination sociale ;
- Du siège social ;
- Du capital social ;
- De la gérance.

**A & F – Aménagement et Foncier
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 7 622.45 Euros
Siège Social : l'Immeuble l'Axiome,
44 Rue Charles MONTREUIL – 73000 CHAMBERY.(Savoie)
RCS CHAMBERY 405 308 503**

STATUTS

Les soussignés :

- Monsieur Michel BOISSENOT

demeurant Le Villaret sur la Rosière 73700 BOURG ST MAURICE

né le 25 Mars 1955 à DAMPRICHARD (25)

Marié le 22 Décembre 1977 avec Madame Lucienne LE BORGNE, née le 22 Octobre 1953 à BREST (29)
sous le régime de séparation de biens suivant contrat passé devant Maître BRUNET, Notaire à BOURG ST
MAURICE le 4 Octobre 1989,

De nationalité française.

- Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN

demeurant La Thuile de Vulmix 73700 BOURG ST MAURICE

né le 28 Septembre 1952 à MOUTIERS (73)

Marié le 25 Août 1973 avec Madame Michelle MORIN, née le 15 Juin 1950 à ST SYMPHORIEN D'OZON
(69) sous le régime de séparation de biens suivant contrat passé devant Maître FUMEX, Notaire à MOU-
TIERS le 18 Août 1973.

De nationalité française.

- Monsieur Frédéric GAIMARD

demeurant à EPERSY 73410

né le 21 Juillet 1957 à BOURG ST MAURICE (73)

Marié le 21 Juillet 1990 avec Madame Véronique BOUCLANS, née le 2 Avril 1961 à MONTBELIARD (25),
sous le régime de séparation de biens suivant contrat passé devant Maître BRUNET, Notaire à BOURG ST
MAURICE le 11 Juillet 1990.

De nationalité française.

ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis
ci-après :

Article 1- FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que les présents statuts.

Article 2- OBJET

La Société a pour objet :

Toutes opérations foncières d'études et d'aménagements : conception et réalisation de projets et travaux qui s'y rattachent.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3- DENOMINATION

La société prend le nom de : « **A & F – Aménagement et Foncier** »

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots : Société à Responsabilité Limitée ou des initiales S.A.R.L. et de l'énonciation du capital social.

Article 4- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'immeuble l'Axiome, 44 Rue Charles MONTREUIL – 73300 CHAMBERY.
il pourra être transféré dans tout autre endroit du département par simple décision de la gérance.

Article 5- DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts.

Article 6- APPORTS

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation à la Banque :

ainsi qu'il résulte du certificat délivré par ladite banque le

- par Monsieur Michel BOISSENOT la somme de seize mille sept cent francs	16 700 F
- par Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN la somme seize mille sept cent francs	16 700 F
- par Monsieur Frédéric GAIMARD la somme de seize mille sept cent francs	16 600 F

soit un total de cinquante mille francs (50 000 F) représentant le capital social.

Le retrait de ces sommes sera accompli par le gérant sur présentation du certificat du greffier attestant l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept mille six cent vingt deux Euros et quarante cinq centimes (7 622.45 €), et divisé en cinq cents parts de quinze Euros et vingt quatre centimes (15.24 €) chacune, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en fonction de leurs apports, à savoir :

Monsieur Michel BOISSENOT, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 1 à 100,
Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 168 à 267,
Monsieur Frédéric GAIMARD, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 335 à 434,
Monsieur Christophe BARDET, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 101 à 167 et de 435 à 467,
Monsieur Guy DYEN, 100 parts de 15.24 €, numérotées de 268 à 334 et de 468 à 500.
Total égal au nombre de parts composant le capital social, soit cinq cents parts sociales (500).

Article 8- COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Article 9 - AUGMENTATION OU REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions des articles 61, 62 et 63 de la loi du 24 Juillet 1966 et des articles 47, 48 et 49 du décret du 23 Mars 1967.

Article 10- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées et ce quelle que soit l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent.

Au delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Article 11- REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

Chaque associé peut se faire délivrer à ses frais des copies ou extraits de statuts et des actes modificatifs certifiés conformes.

Article 12- INDIVISIBILITE DES PARTS

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux. A défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13- CESSION DE PARTS ET TRANSMISSION

Toute cession de part doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre être déposée au Greffe en annexe du registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit à des tiers non associés autre que le conjoint, les ascendants ou descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte-tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la Société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réali- ser la cession initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir de l'alinéa précédent.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de Justice ou autrement, par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

Article 14- TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES EN CAS DE DECES OU LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre les époux, même pour une cause autre que le décès, notamment : divorce, séparation de corps ou de biens ou encore changement de régime matrimonial.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait de l'intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé est subordonné à la production de

cette justification, sans préjudice du droit pour la gérance et requérir de tout notaire la délivrance d'expédition ou d'extrait de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant que durera l'indivision, celle-ci ne sera comptée que pour une seule tête pour le calcul de la majorité requise pour les décisions sur le consentement à donner aux projets de cessions de parts visés sous l'article 12. Ce n'est qu'après avoir notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises, que les héritiers ayants droit et conjoint survivant seront considérés individuellement comme associés.

Article 15- ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société, tout intéressé pouvant demander cette dissolution si cette situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Toutefois, le Tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. De même, il ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond la régularisation a eu lieu.

L'associé, entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales, peut dissoudre la Société à tout moment par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce, en vue de la mention de la dissolution au registre du commerce et des sociétés. Le déclarant est alors liquidateur, à moins qu'il ne désigne une autre personne pour exercer cette fonction.

Article 16- DECES,INTERDICTION,FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé.

Article 17- GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisi par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le gérant de la société nommé par décision extraordinaire des associés pour une durée indéterminée est Monsieur Christophe BARDET.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération qui sera fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les Tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

Toutefois dans ses rapports avec les associés, le gérant ne pourra, sans autorisation préalable de ceux-ci donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banque, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou le fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

Article 18- COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 Juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 19- CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés;

- le nom des gérants ou associés intéressés.

- la nature et l'objet desdites conventions;

- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées;

- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Article 20- DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralités d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés ou par consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Article 21- ASSEMBLEE

Les associés sont convoqués en assemblée par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant. A défaut, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'Assemblée est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, il peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint, mais il ne peut constituer un mandataire pour vote du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée, mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

La délibération est constatée par un procès-verbal établi sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Article 22- DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

Article 23- DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou société civile.
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément des nouveaux associés ou d'autorisation des nantissements des parts.
- par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 24- DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

Article 24-EXERCICE SOCIAL-COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le 31 Décembre 1996.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avallés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

Article 25- AFFECTATION DU RESULTAT

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

L'assemblée générale peut décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Article 26- PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

Article 27- CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et

réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout Intéressé peut demander en justice la dissolution de cette société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Article 28- TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société à responsabilité limitée n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois et sous ces mêmes réserves, elle peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au bilan excèdent cinq millions de francs.

La décision de transformation en société anonyme est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation désignés par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation. Toutefois une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la Société.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnés au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 29- DISSOLUTION-LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme (à défaut de prorogation), en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 30- CONTESTATIONS

en cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Article 31- FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, dont une évaluation approxi-

matrice figure dans un état annexé aux présentes, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfice et qui remboursera aux associés, sur présentation des justificatifs, les frais engagés pour sa constitution.

Article 32- PUBLICITE-POUVOIRS

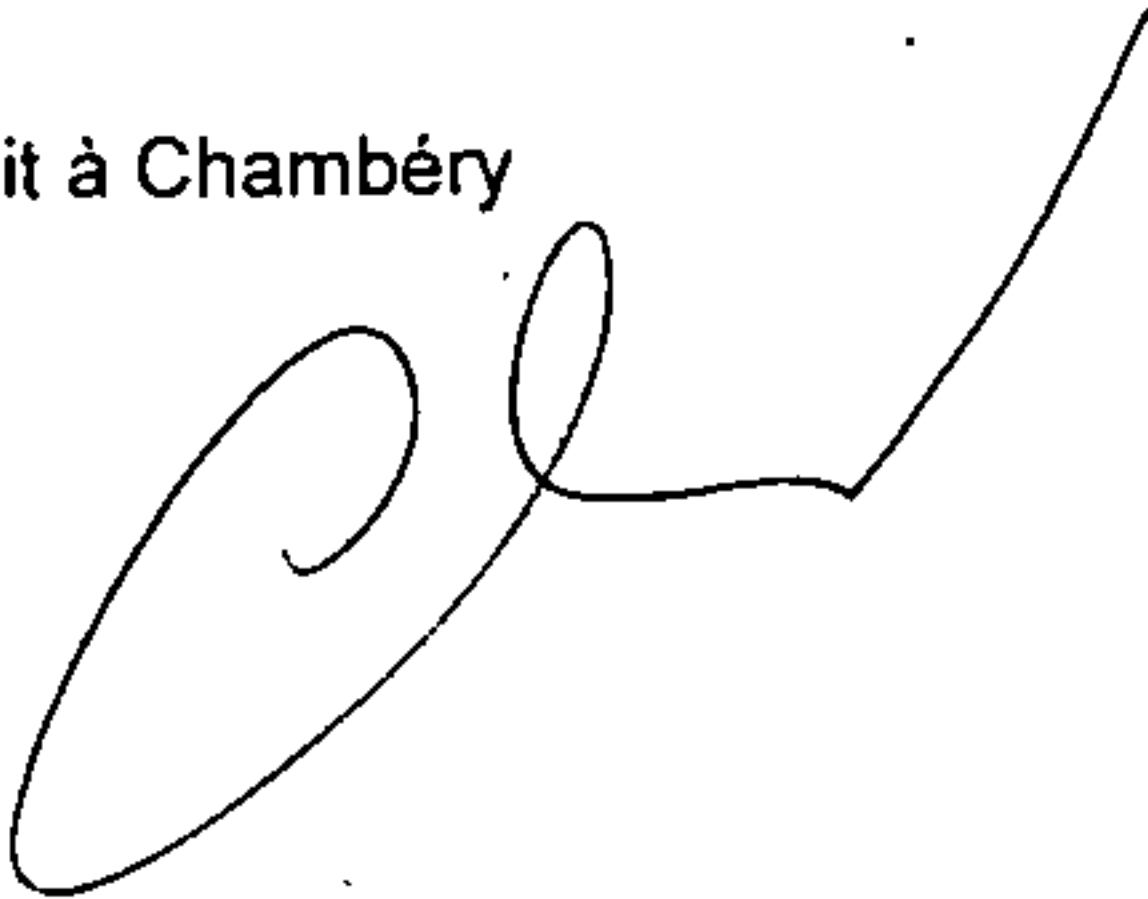
Les soussignés donnent mandat à Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN, associé, à l'effet de prendre pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, les engagements qui sont décrits et dont les modalités sont précisées dans l'état annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean-Philippe FLEURANTIN pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés;
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à Chambéry
Le

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a final upward curve.